

1 mai 2009

FAITES-VOUS LES CHAMPIONS DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

Pensez public. Voilà le message qu'a lancé le président Gordon aux membres de l'AFPC dans son message à la fin du congrès 2009.

« Le congrès est fini, a-t-il dit. Mais le thème, *Traçons la voie pour des services publics de qualité, perdure.* Passons à l'action. Bâtissons un monde meilleur. »

« Dans son allocution, Louise Arbour nous a invités à adopter une vision holistique des droits de la personne, ce qui favoriserait la création d'un monde juste, sécuritaire et progressiste pour le bien de tous et toutes. Pour atteindre cet objectif vital, nous devons élargir notre réseau d'alliés et former davantage de coalitions. »

« Défendez les services publics de qualité aussi souvent que possible. Parlez-en à vos proches, à vos amis, à vos voisins. Expliquez-leur l'importance du secteur public, a-t-il ajouté. Demandez à dix collègues d'embarquer dans le projet **Pensez public** et de se faire, eux aussi, des champions du secteur public. Participez à au moins une des campagnes et activités organisées par l'AFPC. Travaillez aux campagnes électorales de candidates et candidats qui appuient la fonction publique, qu'il s'agisse d'élections fédérales, territoriales, provinciales ou municipales. Votez pour ces personnes. »

Tout au long de la semaine, les délégations ont adopté bon nombre de résolutions importantes, lesquelles incitent le syndicat à mener des campagnes, à faire du lobbying, à recruter de nouveaux membres, à prendre contact avec d'autres organisations et à nouer des alliances.

« Imaginez que vous menez une campagne de syndicalisation et que vous formez des militantes et des militants et créez des alliances afin d'accroître notre force collective. Imaginez qu'il s'agit d'une grève et que vous défendez les services publics de qualité avec autant de détermination. Imaginez que vous bâtissez votre avenir, car c'est effectivement ce que vous faites. C'est possible. Je sais que nous en sommes capables... alors, mettons-nous à l'ouvrage! »

DÉFENDEZ LES DROITS DES FEMMES ET LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DÈS AUJOURD'HUI!

Les délégués au congrès du Parti libéral du Canada ont été accueillis ce matin par des membres de l'AFPC qui scandaient haut et fort : so-so-so, solidarité! Ils ont distribué un tract les exhortant à réparer les dommages causés par la loi sur le budget des conservateurs.

Notre message au Parti libéral est clair : révoquez la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* afin de rétablir l'équité salariale comme un droit de la personne. Défendez le droit à la libre négociation collective en révoquant la *Loi sur le contrôle des dépenses*.

LE 1^{ER} MAI : LE COMBAT DES SYNDICATS CONTINUE

Le 1^{er} mai marque le massacre et la violente dispersion des travailleurs qui participaient en 1886 à une manifestation pacifique au Haymarket Square, à Chicago, pour revendiquer la journée de travail de huit heures.

En 2009, les travailleurs et travailleuses luttent encore pour conserver leurs droits durement acquis de se syndiquer, de négocier collectivement et de faire la grève. Au cours des dernières années, les droits des travailleurs se sont érodés au Canada et ailleurs dans le monde.

Le gouvernement Harper a adopté des mesures législatives qui portent atteinte aux droits des travailleurs et aux droits de la personne, notamment le droit de négocier collectivement et d'exiger un salaire égal pour un travail de valeur égale. Les conservateurs continuent de faire des compressions dans les services publics.

L'AFPC a été au premier plan de la résistance contre les attaques de la droite qui visent les services publics et les droits des travailleurs et des travailleuses.

« Soucieuse de protéger les services publics du Canada, l'AFPC contre attaque », peut-on lire dans la Déclaration de l'AFPC du 1^{er} mai 2009. L'AFPC est fière des victoires remportées au cours des 123 années qui se sont écoulées depuis le rassemblement au Haymarket Square, mais qu'elle reste vigilante et prête à s'opposer aux attaques lancées contre nos droits.

DÉBATS AU CONGRÈS

Correction

Une erreur s'est glissée dans le texte sur la résolution CS-74 paru dans l'édition du 30 avril du Bulletin. Voici la version exacte :

La résolution CS-74 a été mise de côté. Cette résolution aurait pour effet de réduire l'indemnité de grève versée aux membres, à l'exception de ceux qui résident dans les trois territoires.

Résolutions générales

La résolution GEN092A a été adoptée. L'AFPC mettra sur pied une campagne de pressions pour s'opposer à la privatisation des laboratoires fédéraux et sensibiliser la population canadienne à l'importance de la recherche scientifique effectuée par le secteur public. Cette résolution entraînera une augmentation des cotisations syndicales de 0,0016 %.

La résolution GEN078 a été adoptée. L'AFPC continuera de faire du lobbying, à l'échelle régionale et nationale, pour qu'on accorde à Pêches et Océans Canada les crédits budgétaires essentiels à son fonctionnement. Cette résolution entraînera une augmentation des cotisations syndicales de 0,0013 %.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ISP LANCE UN APPEL À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

« Il est encourageant de voir que l'AFPC et l'ISP poursuivent les mêmes objectifs », a déclaré Peter Waldorff lors de son allocution retransmise par vidéo au congrès.

Le secrétaire général de l'Internationale des services publics a mentionné l'étude réalisée par l'AFPC et le Centre canadien de politiques alternatives, intitulée *L'aubaine discrète du Canada : Les avantages tirés des services publics*. Selon cette étude, les contribuables bénéficient grandement des services publics qui sont financés par leurs impôts.

« Je suis convaincu que vos résultats s'appliquent aussi bien à la réalité canadienne qu'à celle d'autres pays », a-t-il ajouté.

En cette période économique difficile, M. Waldorff lance un vibrant appel à la solidarité internationale : revendiquons ensemble une plus grande responsabilité sociale et des investissements massifs dans les services publics de qualité. Luttons tous ensemble contre les inégalités croissantes.

M. Waldorff a dénoncé les politiques néolibérales des gouvernements, des politiques qui ont provoqué la débâcle économique.

« Ceux qui ont prôné les mérites de la déréglementation et de la privatisation devraient avoir honte et être dénoncés, a-t-il déclaré. Ils n'ont jamais servi les intérêts de la population! »

M. Waldorff a conclu en souhaitant à l'AFPC beaucoup de succès dans ses efforts en vue de tracer la voie pour des services publics de qualité.

UNE LUEUR D'ESPOIR, MALGRÉ LA CRISE

Selon Jim Sinclair, le président de la fédération du travail de la Colombie-Britannique, les travailleuses et travailleurs doivent apprendre deux leçons. Premièrement, qu'ils ont dû lutter pour obtenir leurs droits et, deuxièmement, qu'il faut continuer à se battre pour conserver ces droits.

« Nous traversons en ce moment une crise économique sans précédent, a déclaré M. Sinclair. Après avoir déréglementé les institutions financières et leur avoir donné carte blanche, les gouvernements affirment qu'il y a une crise économique parce que les salaires sont trop élevés. »

« Le salaire d'un travailleur ou d'une travailleuse de l'automobile représente à peine 7 % du coût de fabrication d'une voiture. Pourtant, les gouvernements s'entêtent à répéter que les salaires sont à l'origine de la débâcle du secteur de l'automobile. Stephen Harper, invoquant la gravité de la crise économique, s'est empressé d'invalider des hausses salariales négociées librement et de démanteler le régime d'équité salariale. »

Selon Jim Sinclair, il faut plutôt blâmer les salaires minimums, qui sont trop bas. Il a signalé que le salaire minimum en Colombie-Britannique est le plus bas au pays, alors qu'à une époque, il était le plus élevé. « Nous dépensons dans nos collectivités. Nous faisons rouler l'économie », a-t-il ajouté.

Il a aussi dénoncé vertement les réductions d'impôts effectuées par le gouvernement Campbell. Ces réductions, qui s'élèvent à plusieurs milliards de dollars et qui profitent surtout aux riches, se sont traduites par la perte de milliers d'emplois, la fermeture de 177 écoles, la pénurie de garderies et de services de santé pour les personnes âgées.

« Cela dit, la crise économique nous ouvre de grandes possibilités. Les travailleuses et travailleurs ont plus que jamais besoin de syndicats. »

Jim Sinclair a remercié les membres de l'AFPC, qui travaillent pour le bien-être de la population canadienne, qu'il s'agisse d'inspecter les aliments, de prélever les impôts, d'assurer la défense de nos frontières, de protéger l'environnement ou d'appuyer les Forces armées du Canada.

RAPPORT DU COMITÉ DES LETTRES DE CRÉANCE

Délégué-e-s : 470

Observateurs et observatrices : 245

Invité-e-s : 37

Total: 752